

Glyphosate : les victimes veulent l'arrêt « immédiat »

Alors que l'Union européenne tergiverse sur l'interdiction du glyphosate, une quarantaine de victimes des pesticides appellent à son interdiction sans délai. Témoignages.

« J'ai longtemps manipulé atrazine, glyphosate, sans précaution, torse nu. » Il y a deux ans et demi, on lui a détecté un cancer. La voix de Christian Jouault, exploitant agricole à Nouvoitou (Ille-et-Vilaine), s'étrangle tout à coup : « **Ma femme est décédée d'un cancer, elle aussi.** » Grand silence, hier, dans la salle du Club de la presse, à Rennes.



Christian Jouault.



Parmi la quarantaine de signataires de cet appel, une douzaine de victimes des pesticides ont témoigné.

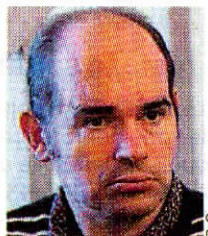
Ils sont ainsi une douzaine à témoigner, tour à tour, des effets à long terme de ces pesticides, fongicides, herbicides que l'on a si longtemps utilisés sans aucune protection particulière. Paysans, riverains, salariés de coopératives ou employés d'espaces verts, tous ont été rattrapés : cancers divers, lymphomes (cancers du système lymphatique), maladies de Parkinson, etc.

Le mal est fait

Et puis il y a aussi tous ces absents, décédés, dont certains sont représentés par leur veuve. Comme Édith dont le mari, « **épuisé, gravement malade, à bout de force, intoxiqué par les produits qu'il manipulait, s'est suicidé sur son lieu de travail** », chez Triskalia. Après avoir lutté, elle a réussi à faire reconnaître que c'était un accident du travail. Elle continue désormais le combat « **contre l'employeur cette fois, pour faute grave** ».

Il y a aussi Francis Sourdril, employé des espaces verts à Laval.

« **J'ai réussi à retrouver les 75 produits que j'ai utilisés au cours de ma carrière. Sans précaution particulière. Sur les 75, 67 sont interdits aujourd'hui...** » Oui, mais pour lui et tant d'autres, le mal est fait.



Nicolas Trinité.

« **Il n'y a rien de dangereux, nous disait-on pourtant** », rappelle Noël Pouliquen, employé de Triskalia, préparateur de commandes à Glomel qui, comme son père, se bat pour faire reconnaître sa maladie : « **Lymphome très violent, en 2015. Je garde des séquelles. Mais j'ai beaucoup de chances d'être encore là.** »

Nicolas Trinité, 48 ans, employé d'une coopérative, a été atteint d'un

lymphome cérébral alors qu'il n'en avait que 38. « **Pendant trois ans, j'avais manipulé du maïs en expérimentation, les semences étaient enrobées de produits.** » Après sept chimiothérapies, il est déclaré « **guéri** ». Mais quelle épreuve... Son cri est poignant : « **Arrêtons ces saloperies le plus vite possible !** »

C'est ce qu'ils réclament tous : l'interdiction du glyphosate. Pas dans trois ans, ni dans dix ans, mais « **immédiatement** ». Aux élus et responsables de l'Union européenne de prendre leurs responsabilités, jeudi prochain : « **Continuer d'utiliser ces produits est criminel. Le principe de précaution doit jouer à plein, rappellent-ils. Aux décideurs d'entendre les victimes.** »

Plus politique, le paysan syndicaliste (Conf') et écologiste breton René Louail prévient : « **On sait que cette épidémie va s'étendre. Il faut du temps pour que les maladies apparaissent.** » Il est « **urgent d'aider les agriculteurs** » à prendre ce virage, « **à changer de politique agricole** ».

Car avec le glyphosate, c'est trop simple : « **Quinze à vingt hectares traités à l'heure, 2 € de glyphosate par hectare...** » D'autant plus tentant qu'avec les restructurations, les exploitations grandissent et comptent de moins en moins d'actifs...



Noël Pouliquen.

C'est très net dans le lait, ajoute François Dufour, paysan syndicaliste (Conf') de Saint-James (Manche) : « **Les troupeaux passent à 200 vaches. Avec le robot de traite, leur alimentation tourne à 95 % de maïs-soja.** » Donc il va falloir planter encore plus de maïs. Et, donc, « **utiliser toujours plus de glyphosate...** »
Christophe VIOLETTE.